



EDITO

L'union ?...Oui, mais laquelle ?

Les électeurs honnêtement « de gauche » s'insurgent et trouvent légitimement inadmissible que les forces « de gauche »⁽¹⁾ ne soient pas capables d'aller aux européennes avec un candidat unique. On les comprend... Encore faut-il savoir pourquoi on en est là !

Quand il s'agit d'avancer des propositions en matière de politique intérieure, les convergences semblent aller globalement de soi : remise en cause des régressions sociales ultralibérales et donc relance du progrès social ; défense et relance des services publics ; ré-industrialisation du pays et donc relance des créations d'emplois et de la formation, dans des conditions réduisant le réchauffement climatique... Autant de convergences apparentes dont on ne peut que se féliciter ! Seulement voilà, dès qu'il s'agit de l'Europe, les vieux clivages se maintiennent : les « pro-européens » -ceux qui s'inscrivent dans la construction libérale en cours sans en proposer de changement radical- ; et ceux qui, comme nous, en font une critique radicale puis vont, sans proposer de la quitter comme les britanniques, jusqu'à avancer des réformes radicales : sur l'Euro, la Banque Centrale, les directives des services publics, la création d'un fonds européen pour les services publics, les grands équipements indispensables pour relever le défi climatique, etc.

Or, rester dans le flou stratégique des premiers revient à continuer les mêmes comportements qui ont conduit notre pays dans la crise économique, sociale et politique actuelle, à force d'alternances gouvernementales où les promesses ont été systématiquement ignorées au profit de toujours la même politique antisociale et ultralibérale, indissociable précisément des contraintes européennes. C'est cela qui, entraîne le dégoût de la politique et des élus dans une partie croissante de la population qui ne vote plus ou croit envoyer un signe d'alerte salutaire en votant pour l'extrême droite... Et il n'y a pas qu'en France que cette crise sévit : partout les nationalismes et les extrêmes droites menacent d'accéder au

pouvoir. Et tous les grands dossiers économiques d'actualité montrent qu'en lieu et place de coopérations dignes de ce nom, ce sont les replis sur les avantages nationaux immédiats et l'affrontement des intérêts divergents qui l'emportent (Air France/KLM, reculs de la PAC et réactivation de la concurrence dévastatrice dans l'agriculture, échec des tentatives de régler la question des fraudes fiscales et des paradis fiscaux européens, échec sur le travail détaché, etc). **Oui, l'Europe telle qu'elle se construit file un mauvais coton !**

Si l'union doit se faire, c'est bien autour des seconds : ceux qui proposent de changer le cours de la construction européenne et de rogner les dents de l'ultralibéralisme financier, avec des propositions et des engagements concrets en ce sens. Or, les réunions exploratoires visant à cette union se soldent toujours par le même constat : celui du refus de changement de posture des pro-européens... Jadot d'EELV et Hamon de « Génération S » refusent de prendre une distance significative avec l'actuelle construction et de s'engager sur des contenus... Hamon allant même jusqu'à proposer une sorte de primaire dont l'enjeu serait, sans accord de contenu préalable, de désigner la tête de liste entre toutes les organisations concernées... **Peu importe le contenu de l'union, pourvu qu'on en ait l'ivresse ! C'est dans ces conditions que se multiplient les annonces de listes différentes et concurrentes à gauche.**

Pour notre part, au PCF, nous considérons être ceux qui ont vu le plus clair, et depuis longtemps, sur la construction européenne, comme en attestent nos appels à voter contre chaque étape franchie dans le sens du libéralisme financier mondialisé. Nous prétendons pouvoir être le pôle de ralliement de ceux qui veulent sérieusement infléchir le cours des choses et changer l'Europe... Et dans ce sens, nous valons bien davantage que les 2 % que nous attribuent les sondages, avant même le début de la campagne électorale.

M. Dauba

⁽¹⁾ On entend par là : la FI de JL Mélenchon, Génération S de B. Hamon, les écologistes d'EELV, le PCF, voire les forces d'extrême gauche comme le NPA par ex, étant entendu que ce qui reste du PS s'est mis hors du sujet en confirmant les options qui nous ont conduit au désastre. Mais Rappelons que la FI, qui, elle aussi a des positions ambiguës sur l'Europe (rester ou sortir, on ne sait pas), comptant de manière illusoire sur le bon résultat de JLM aux présidentielles et en rester à son vieux et dramatique principe dominateur : « hors du ralliement sans conditions à mon panache blanc, pas d'union ».

JE REJOINS LE PCF

Nom : Prénom :

Adresse :

E. mail : Tél.

SECTION PCF DE FIGEAC 14, Rue des Maquisards 46100 FIGEAC / 05 65 35 03 95 / pcf46@gmail.com / lot.pcf.fr

Si vous souhaitez recevoir l'Echo chez vous, confiez nous votre mail, comme ceux de vos proches et amis.
Nous prendrons soin de ne maintenir nos envois qu'avec leur accord. Pour nous joindre : michel.dauba@wanadoo.fr

L'Hôpital en danger de mort clinique

Analyses et chiffres extraits du rapport au Conseil Départemental du PCF.

Le 13 février, A. Buzin, ministre de la santé a présenté son projet de « loi santé » qui devrait être voté avant les congés, le gouvernement étant au besoin autorisé à réorganiser l'Hôpital par ordonnances... Encore ! Comme pour « la loi travail », échapper au débat parlementaire... On la comprend : **sa réforme vise à parachever la démolition de l'hôpital public.**

Quelques chiffres : en 20 ans, 100.000 lits ont été supprimés ; le nombre des passages aux urgences est passé de 12 à 20 millions en 10 ans ; les retards à la prise en charge des patients ont abouti à une surmortalité estimée à 9 %, pouvant atteindre 30 % dans les cas les plus graves. En même temps, la protection sociale va être ponctionnée de 30 Milliards en 5 ans selon la loi de finances, dont 3,8 d'économies sur la Sécurité Sociale (dont 1,2 sur la masse salariale des hôpitaux publics) ; 600 millions d'économies sur les médicaments, ce qui annonce un nouveau train de remboursements... **Autant de restrictions découlant de l'affirmation d'E. Macron : « Nous n'avons pas un problème de sous-financement, mais un souci d'organisation ».**

Le point clé est la partie hospitalière : on nous clairotte l'avènement de « l'hôpital de proximité », comme une grande nouveauté... En réalité, cela revient à entériner en les aggravant toutes les politiques antérieures qui ont conduit aux multiples fermetures ou retrait d'activité des hôpitaux locaux, notamment en milieu rural et dans les petites villes. **Pour nous communistes, un hôpital doit assurer pour mériter son nom : un service d'urgence, une maternité et un service de chirurgie fonctionnant 24 H sur 24...** On nous propose d'aggraver le « détricotage » déjà largement engagé, en franchissant une nouvelle étape : la labellisation de 500 établissements (en moyenne donc 8 par département) dont l'activité se réduirait à la gériatrie, avec quelques lits seulement... Vous trouvez cela incroyable ? Pourtant c'est bien la fermeture des établissements comportant encore un « plateau technique » qui est visée, avec la fermeture des services et leur regroupement au sein de « groupements hospitaliers de territoires »⁽¹⁾. Cela fait déjà un certain temps qu'on entend dire (voir les plans successifs de l'ARS) que pour nous lotois, cela se réduirait à rejoindre Cahors, voire Rodez ou Montauban... Gageons que l'hospitalisation privée saura occuper le terrain là où il s'avérera rentable.

Signalons aussi, pour les reculs qu'ils constituent : la confirmation de la généralisation de l'« ambulatoire » (opéré le matin, le soir chez soi, avec éventuellement des pépins et le recours aux urgences) ; l'incitation aux services d'urgence à réorienter les patients vers la médecine de ville (les médecins de quartier) ; le développement de la « télémédecine » qui (comme toujours avec les réseaux internet peut être un bien ou le pire) fera les choux gras des assurances privées qui créent leurs structures ou débouchera sur les consultations en ligne avec rédaction d'ordonnance et facturation... **Pour nous, la bonne médecine suppose une connaissance du patient que seul un contact humain durable peut assurer, d'où le scandale des impossibilités se multipliant d'avoir chacun son « médecin traitant ».**

Seul élément qui pourrait apparaître positif, tant nous le dénonçons régulièrement comme un des facteurs expliquant les phénomènes de « désertification médicale » : la fin du « numéris clausus »... On nous promet d'augmenter de 20 % le nombre des médecins formés. Mais dans des conditions douteuses : rien sur les postes d'enseignants à multiplier ; rien sur des nouveaux établissements adaptés à ces formations, sauf à engorger encore plus les CHU. **Et rien ne garantit que cela aide à régler les problèmes rencontrés en ruralité...** Les jeunes médecins, comme toute catégorie de travailleurs très qualifiés, choisiront les zones dynamiques plutôt que les territoires en déclin... Et là, le problème relève plus globalement de la politique d'aménagement du pays... **Les élus locaux et régionaux ont raison de prendre leurs responsabilités sur l'Occitanie en développant, à leur niveau de compétences, les « Centres de Santé ».**

⁽¹⁾ Sont prévues les « fusions/absorptions » d'établissements, soit par maintien de l'un avec disparition des autres, soit par création d'un nouvel établissement avec disparition de tous les autres... Encore un gros gâchis en perspective dont seuls les béroiseurs auront à en tirer profit.

Billet

« Ce n'est qu'un au revoir »

Roland LEROY nous a quittés à 92 ans. Vie bien remplie, un des plus grands dirigeants du PCF durant des décennies, main tendue aux chrétiens, aux intellectuels, longtemps député de Seine Maritime... Directeur de l'Humanité pendant 20 ans, de 1975 à 1994, ROLAND est devenu très vite un véritable homme de presse. Il su faire profiter l'HUMA de son grand appétit de culture, de découvertes et de rencontres... Il ouvrit le journal à d'autres courants de pensée de la gauche sociale. Il fut au PCF l'un des plus grands artisans pour la Paix. C'est un grand homme qui repose maintenant au Père Lachaise à Paris dans le Carré du PCF où sont enterrés ceux qui furent des acteurs de ce siècle. De Roland, Fabien Roussel, secrétaire national du PCF a déclaré « toute sa vie, il est resté un homme debout, dressé face à l'injustice ».

Patrick Appel Muller, directeur de la rédaction du journal, se souvient : « A l'Humanité il était « Roland » et le prénom disait tout, l'admiration pour son brio, pour sa rigueur, pour son invraisemblable capacité de travail... Tant d'autres et moi-même qui l'avons côtoyé toutes ces années durant, nous n'en finissons pas d'anecdotes ou d'échanges plus sérieux - notamment lors des Fêtes de l'Huma avec (pêle-mêle) le couple Mourousi et son JT de TFi du samedi en direct de la Fête... avec le Ballet du Bolchoï, l'ami Ferrat, Higelin, la famille Chedid. Tout cela vaudrait un livre et ce livre sera écrit ! »

JP RENAUD